



Le Brésil à un an des élections générales d'octobre 2026

Jean-Louis MARTIN

► Points clés

- La condamnation en septembre dernier par le Tribunal suprême fédéral (STF) de l'ex-président Jair Bolsonaro pour divers crimes, dont une tentative de coup d'État, a confirmé la solidité de la démocratie brésilienne et sa capacité à résister aux pressions domestiques ou internationales.
- La droite brésilienne doit maintenant choisir entre l'exigence d'une impossible amnistie des condamnés pour satisfaire la base bolsonariste dont elle aura besoin lors des élections de 2026, et l'acceptation de cette condamnation, approuvée par les électeurs centristes.
- Au-delà des élections, les réformes économiques dont le Brésil a besoin pour relancer sa croissance médiocre exigeraient un très improbable (quels que soient le président et le gouvernement) soutien d'un Congrès structurellement conservateur et tenant à ses privilèges.
- La COP30 de Belém intervient dans un contexte international dégradé, alors que les politiques brésiliennes sont elles mêmes parfois ambiguës et pourraient être revues en cas d'alternance.

Introduction

Les élections générales brésiliennes auront lieu le 4 octobre 2026 afin d'élire le président, le vice-président, les membres du Congrès national, les gouverneurs, les vice-gouverneurs et les assemblées législatives des états de la fédération. Pour les élections du président et des gouverneurs, un second tour sera organisé le 25 octobre si aucun candidat n'obtient la majorité des suffrages au premier tour.

Le contexte politique actuel est marqué par la condamnation par la Cour suprême à 27 ans et 3 mois de détention de l'ex-président Jair Bolsonaro, pour plusieurs crimes dont une tentative de coup d'État. Le débat est aujourd'hui focalisé sur une possible amnistie, qui divise la droite brésilienne.

Enfin, la 30^e Conférence des Parties (COP30) sur les changements climatiques se déroulera du 10 au 21 novembre 2025 à Belém, capitale de l'état du Pará, en Amazonie brésilienne. Elle réunira les pays signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

La condamnation de Bolsonaro et de ses co-accusés

Le 11 septembre 2025, le Tribunal suprême fédéral (STF) a condamné l'ex-président Jair Bolsonaro (2018-2022) à 27 ans et 3 mois de détention¹. La décision a été prise par quatre juges contre un. Sept co-accusés (cinq militaires dont quatre généraux, et deux policiers) sont également condamnés à des peines de 2 à 26 ans de détention.

Le procureur général formulait cinq griefs contre les accusés, sur la base de documents accablants : tentative d'abolition de l'état de droit, tentative de coup d'État, participation à une organisation criminelle (il était envisagé d'assassiner le successeur élu de Bolsonaro, Lula da Silva, son vice-président Geraldo Alckmin et le juge du STF Alexandre de Moraes), détérioration du patrimoine national et détérioration du patrimoine classé (accusations se référant à l'émeute du 8 janvier 2023, au cours de laquelle la Présidence, le Congrès et le STF ont été dévastés par des partisans de Bolsonaro, encouragés selon le procureur par les accusés).

Plusieurs éléments remarquables apparaissent dans les faits et leur condamnation :

- **Le sentiment d'impunité des accusés.** L'abondance des preuves à charge montre que les accusés n'ont aucunement envisagé de dissimuler la préparation du coup d'État, laissant l'impression qu'ils étaient assurés de leur impunité, ce qui, à l'aune de l'histoire latino-américaine, ne semblait pas déraisonnable. Ce sentiment s'est également traduit par un déni peu constructif pendant

1. Le 16 septembre 2025, Jair Bolsonaro a par ailleurs été condamné par un tribunal de Porto Alegre à payer une indemnisation d'un million de reais (environ 160 000 euros) pour des propos racistes tenus en 2021.

l'instruction du procès et le jugement.

- **L'attitude démocratique des généraux.** Une réunion à la présidence a été décisive dans l'échec du coup d'État : celle où Bolsonaro a demandé leur soutien aux chefs des trois armées. Les généraux commandant les armées de Terre et de l'Air ont refusé (le premier répondant même à Bolsonaro qu'il devrait l'arrêter s'il insistait), l'amiral commandant la marine a accepté (et a été condamné le 11 septembre, bien qu'il ait argué qu'il n'avait pas compris qu'il s'agissait d'un coup d'État). Le témoignage des deux généraux legalistes a été l'une des preuves majeures de l'accusation.
- **La première condamnation de militaires au Brésil.** Jamais auparavant des militaires n'avaient été condamnés au Brésil pour atteinte à la démocratie. Avant de laisser le pouvoir aux civils en 1985, l'armée qui s'était emparée du pouvoir en 1964 avait pris soin de faire voter en 1979, par un parlement aux ordres, une très large loi d'amnistie.
- **La fermeté de la justice brésilienne.** Celle-ci est souvent et parfois justement critiquée pour sa lourdeur, pour les privilèges des juges, quelquefois pour sa vénalité. Mais dans le jugement des putschistes bolsonaristes, le STF n'a cédé ni aux pressions internes (la rue, les congressistes bolsonaristes et une grande partie du *centrão*²), ni à celles des États-Unis.
- **La publicité des débats.** Les preuves ont été largement diffusées et commentées dans les médias (traditionnels et « sociaux ») avant le jugement, et celui-ci, à partir du 2 septembre, a été entièrement public et diffusé.

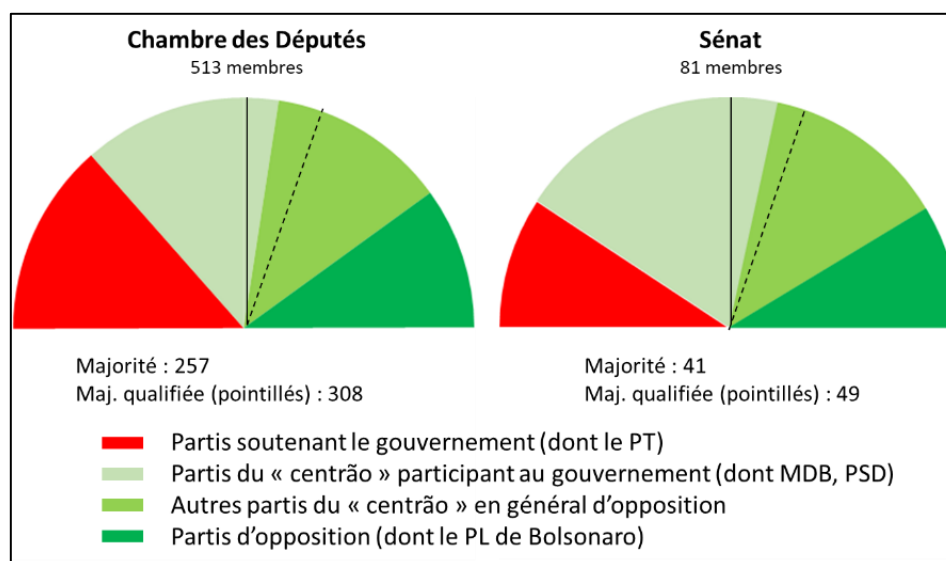
Entre bolsonaristes et modérés, le dilemme de la droite brésilienne

Après le jugement, et bien qu'elle soit très largement majoritaire dans les deux chambres du Congrès (cf. graphique ci-après), la droite brésilienne est face à un dilemme qu'elle peine à trancher. La question porte sur l'éventuelle amnistie des putschistes condamnés le 11 septembre par le STF et, accessoirement, sur celle des émeutiers du 8 janvier 2023.

La droite bolsonariste (le Parti libéral [PL], certains pasteurs évangéliques, la famille Bolsonaro) réclame une amnistie totale des huit condamnés du 11 septembre, y ajoutant la condamnation antérieure (en juin 2023) de Bolsonaro à huit ans d'inéligibilité pour ses mises en cause répétées du système électoral. Pour faire bonne mesure, les émeutiers du 8 janvier 2023, du sort desquels la droite s'était jusqu'ici peu préoccupée, seraient inclus dans cette amnistie.

2. Le *centrão* est l'ensemble des partis de droite et de centre-droit (le Parti Libéral de Jair Bolsonaro étant lui classé à l'extrême droite), conservateurs, mais dont l'idéologie est assez floue, et pour la plupart susceptibles de soutenir tout gouvernement pour autant que leurs dirigeants et congressistes bénéficient en retour d'avantages politiques et personnels. Ce soutien peut toutefois être retiré à tout moment.

Le Congrès brésilien en octobre 2025



Source : l'auteur, d'après des données issues des sites de la Chambre des représentants et du Sénat.

Les arguments sont de trois types : juridiques, politiques et même humanitaires. Les premiers reprennent l'opinion exprimée par le juge dissident du STF, seul à s'être opposé à la décision majoritaire le 11 septembre : d'une part le STF n'était pas compétent pour juger Bolsonaro et ses co-accusés (argument surprenant car le même juge n'avait pas tremblé pour juger et condamner les émeutiers du 8 janvier – si surprenant qu'il n'a même pas été avancé lors des plaidoiries de la défense), et d'autre part les éléments rassemblés par l'accusation ne démontreraient qu'une « intention » peu caractérisée de coup d'État, et aucun début de mise en œuvre. L'argument politique consiste à mettre en avant un supposé besoin de « réconciliation nationale », qui passerait par l'oubli des éventuelles « erreurs » (par ailleurs contestées) des accusés. L'argument humanitaire, enfin, se réfère à l'âge et à l'état de santé (effectivement médiocre) de l'ex-président, et aux « drames familiaux » résultant de la condamnation des émeutiers à des peines très lourdes.

Une large partie des congressistes du *centrão* soutient une amnistie en reprenant cet argumentaire, parfois, comme le président de la Chambre des députés, Hugo Motta, sous une forme « modérée » qui maintiendrait l'inéligibilité de Bolsonaro. Mais si ce discours exprime sans doute les convictions réelles de l'extrême droite, il ne réussit pas à cacher les vraies motivations du *centrão* : le désir d'impunité et la volonté d'élargir encore les avantages politiques et financiers des parlementaires, notamment *via* les « amendements parlementaires » (les « *emendas parlamentarias* », voir encadré ci-après). Les deux objectifs sont d'ailleurs liés, comme le montre un projet d'amendement à la Constitution (dit PEC) voté par les députés mi-septembre 2025 avant d'être écarté par le Sénat, qui aurait rendu très difficiles les poursuites contre les congressistes, alors que 80 d'entre eux sont actuellement l'objet d'enquêtes du STF, notamment pour des détournements sur les *emendas*.

Les « *emendas parlamentares* » : des budgets à la libre disposition des parlementaires

Les « *emendas* » sont le dernier avatar du « *mensalão* » (« grosses mensualités », des enveloppes aux parlementaires) de 2004-2005, du « *petrolão* » (financement illégal des partis par Petrobras, à l'origine de l'opération « *Lava Jato* ») et des « *orçamentos secretos* » (« budgets secrets ») de 2020-2022. Ces pratiques ont été condamnées par la justice et le STF, mais elles se poursuivent. Il s'agit de lignes budgétaires accordées individuellement aux parlementaires. Pour le gouvernement, il s'agit de « faciliter » l'adoption de lois par ces parlementaires. Les fonds sont supposés « appuyer » des projets, souvent d'infrastructures, dans les circonscriptions. En pratique, ils sont utilisés pour renforcer les bases électorales par des achats d'équipements les plus visibles possible (souvent sans considération de leur utilité réelle) et, à l'occasion, surévalués, des transferts à des collectivités locales de la circonscription, éventuellement dirigées par des parents ou amis proches du parlementaire*, voire des travaux privés dont il est un bénéficiaire direct.

Les *emendas* sont loin d'être anecdotiques. Aujourd'hui, leur montant est fixé à 3 % des recettes fiscales de l'année antérieure. En 2024, elles ont atteint 53 milliards de reais, soit 9,1 milliards d'euros, et 24 % des dépenses « discrétionnaires » (la très grande majorité des dépenses budgétaires étant contraintes), après une très forte augmentation pendant le mandat de Jair Bolsonaro. Une étude récente** montre qu'elles sont tout à fait atypiques : « Dans aucun des 11 pays [de l'étude, c'est-à-dire l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Chili, la Corée du Sud, l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Italie, le Mexique et le Portugal], le pouvoir des parlementaires de modifier le budget n'est aussi important, en particulier en ce qui concerne l'envoi de ressources à leurs bases électorales. »

* Le président de la Chambre entre 2021 et 2025, Arthur Lira, député de l'Alagoas, s'est fait remarquer par ce type de transferts (voir J.-L. Martin, « Les enjeux politiques au Brésil après un an de présidence Lula », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, janvier 2024, disponible sur : www.ifri.org).

** H. Tollini et M. Mendes, « É assim em todo lugar? Emendas parlamentares no Brasil e em 11 países da OCDE » [Est-ce ainsi partout ? Les amendements parlementaires au Brésil et dans 11 pays de l'OCDE], Insper, 2024.

Dans la perspective de l'élection présidentielle d'octobre 2026, il s'agit pour le *centrão* de reconquérir l'électorat bolsonariste sans céder aux exigences de ses représentants les plus virulents. Il est en effet impossible d'atteindre le second tour sans l'appui de cet électorat, qui représente 25 à 30 % de la population, mais il est tout aussi difficile d'être élu au second tour en promettant une amnistie, car toutes les enquêtes concluent à une hostilité majoritaire des Brésiliens à celle-ci, surtout si elle est large³.

3. Une enquête de Datafolha réalisée juste après le jugement de septembre 2025 indique que 39 % de la population soutiendrait une amnistie. Ce chiffre inclut aussi des non-bolsonaristes estimant que les peines infligées ont été trop lourdes. La même enquête indique que 54 % des Brésiliens sont opposés à toute amnistie. Par ailleurs, selon une enquête

La pression bolsonariste semble cependant irrésistible : Tarcisio de Freitas, gouverneur de l'état de São Paulo et candidat le plus mis en avant par la droite, après avoir longtemps tenté d'éviter de prendre une position claire sur la question, a tranché le 7 septembre, avec une critique féroce de la « dictature » du STF, et en promettant une amnistie générale qui inclurait le retour à l'éligibilité de Bolsonaro. Retour auquel il ne croit sans doute pas (le STF s'y opposerait) et que, bien sûr, il n'espère pas. Il n'est cependant pas du tout certain qu'une telle stratégie soit gagnante⁴. Après le jugement, la popularité de Lula a rebondi, et selon les sondages il l'emporterait largement aujourd'hui au second tour contre n'importe quel candidat de droite ou du *centrão*. Mais Lula aura 81 ans deux jours après le second tour de l'élection présidentielle de 2026.

La nécessaire mais impossible réforme politique

Pour aborder l'évolution du microcosme politique brésilien, ouvrons maintenant une section « C'était mieux avant »⁵. Certes, la politique brésilienne a toujours été affectée par la corruption (on se rappelle le lamentable et récidiviste Fernando Collor, président de 1990 à 1992). Certes, les débats pouvaient être vifs entre le sage et modéré Fernando H.

Cardoso, président de 1995 à 2003, qui avait sorti le Brésil de l'hyperinflation des années 1980 et 1990, et son successeur « communiste » Lula. On pouvait croire en 2002 – à tort, la suite l'a montré – que le Brésil était face à un choix de société. Mais au moins on parlait de politique et d'économie. Aujourd'hui, le débat « politique » porte sur l'amnistie ou, *a minima*, la réduction des peines des putschistes condamnés, sur l'impunité que veulent s'attribuer les parlementaires, ou sur la possibilité de nommer le député Eduardo Bolsonaro, troisième fils de Jair

Bolsonaro, auto-exilé aux États-Unis où il milite en faveur de sanctions contre son pays, chef de l'opposition avec les avantages associés. En matière d'économie, le Congrès est plus intéressé par les *emendas parlamentares* que par les politiques budgétaire (au-delà de « Lula dépense trop ») ou monétaire (pourtant tout à fait hors norme⁶).

La politique
brésilienne a
toujours été affectée
par la corruption

de Genial/Quaest, Bolsonaro recueillerait aujourd'hui 24 % des voix au premier tour d'une élection présidentielle, contre 32 % pour Lula, qui l'écraserait (47 % vs. 34 %) au second tour.

4. Tarcisio de Freitas semble d'ailleurs depuis quelques semaines s'orienter plutôt vers une réélection (quasi-assurée) au poste de gouverneur de São Paulo que vers une candidature à la présidentielle.

5. Lula, le 1^{er} juin 2022 : « Comme ce pays était heureux lorsque la polarisation opposait le Parti des travailleurs [PT] et le Parti de la social-démocratie brésilienne [PSDB]. La transition à la fin du mandat de F. H. Cardoso [en 2002] a été la plus civilisée que ce pays ait connue. »

6. La politique monétaire, d'une orthodoxie extravagante, mériterait pourtant un débat allant au-delà de la proclamation de la sacro-sainte « indépendance de la Banque centrale ». Le taux d'intérêt directeur (le Selic) réel (corrigé de l'inflation) est aujourd'hui au Brésil de 9,9 % ; ce chiffre n'est dépassé qu'en Argentine et en Turquie, dans les deux cas avec des inflations supérieures à 30 %, contre 5,1 % au Brésil (et en Argentine dans le cadre d'une défense désespérée du peso). Pour les finances publiques, cela se traduit par des paiements d'intérêts de l'ordre de 1 000 milliards de reais en 2024, soit 6,3 % du produit intérieur brut (PIB), transférés aux investisseurs (des fonds, et derrière eux, souvent des particuliers riches : les intérêts de la dette publique renforcent ainsi la concentration du patrimoine). Pour les clients des banques, cela se traduit

Il n'est donc pas surprenant que le Congrès soit, des trois pouvoirs, celui inspirant le plus de défiance à la population. Selon une enquête d'août 2025⁷, 82 % des Brésiliens ne lui font pas confiance, contre 12 % d'opinion favorable. Les avis, bien que majoritairement négatifs, sont beaucoup plus équilibrés sur le STF (49 % vs. 51 %) et sur le gouvernement (47 % vs. 52 %).

Un tel contexte politique a des conséquences économiques. En effet, au-delà de transferts sociaux (*Bolsa Familia* et d'autres programmes) utiles et, au Brésil, efficaces, il ne sera possible de sortir durablement des dizaines de millions de Brésiliens de la pauvreté⁸ que par l'accélération d'une croissance médiocre (le PIB par habitant en monnaie constante n'était en 2024 supérieur que de 2,2 % à son niveau de 2013).

Le Brésil : quelques indicateurs économiques

	2024		2021	2022	2023	2024	2025p	2026p
Population (millions)	213	PIB (croissance en volume, %)	4,8	3,0	3,2	3,4	2,5	2,5
PIB (Mds USD)	2171	Inflation (moyenne annuelle, %)	8,3	9,3	4,6	4,4	5,3	4,3
PIB ppa/hab. (USD)	22270	Balance courante (% du PIB)	-2,4	-2,2	-1,3	-2,8	-2,3	-2,2
Taux d'épargne (% PIB)	14,1	Fin. publiques : solde global (% PIB)	-2,6	-4,0	-7,7	-6,6	-8,5	-7,7
IDH (2023)*	84	Dette publique brute (% du PIB)	88,9	83,9	84,0	87,3	92,0	96,0
Gouvernance (2023)**	37	Change : BRL/USD (fin d'année)	5,58	5,29	4,85	6,18	5,40	5,70
* Indicateur de Développement Humain (Nations Unies) : classement sur 193 pays			Source : FMI, Banque mondiale, PNUD					
** Moyenne des World Governance Indicators (Banque Mondiale) 3 à 6; classement de 0 (min.) à 100 (max.)								

Sources : Nations unies ; Banque mondiale.

Une telle accélération exige des réformes structurelles. Mais le conservatisme du Congrès les rend aujourd'hui difficiles à mener, quel que soit le gouvernement :

- Une réforme de la structure des dépenses budgétaires serait des plus utiles. Sous l'influence de divers lobbies, de nombreuses rubriques sont aujourd'hui déterminées en pourcentage du total des dépenses, ce qui réduit considérablement le montant disponible pour les dépenses discrétionnaires. En 2024, celles-ci étaient de l'ordre de 220 milliards de reais (desquels il faut soustraire les *emendas parlamentares*) sur un total du budget de 5 400 milliards.
- Le système de retraite doit lui aussi être revu. Une première réforme a été obtenue en 2019 par Paulo Guedes, le ministre des Finances de Bolsonaro, qui repoussait l'âge de la retraite. Elle était financièrement utile (même si pas

par des taux sur le crédit à moins d'un an aux entreprises entre 19 et 46 % par an, et de 12 à 14,2 % par mois sur les cartes de crédit des particuliers (chiffres concernant les quatre principales banques brésiliennes). Il n'est donc pas surprenant que la part de secteur financier brésilien dans le PIB (7 %) soit nettement supérieure à celle observée dans la plupart des pays (3,5 à 5 %, à de rares exceptions près). Tout cela est évidemment défavorable à l'investissement et à la croissance, et est socialement régressif.

7. Atlas Bloomberg. Cette enquête a été menée avant le débat sur une amnistie de Bolsonaro et le PEC rendant plus difficiles les enquêtes sur les parlementaires. En janvier 2023, la même enquête n'estimait qu'à 57 % la défiance vis-à-vis du Congrès.
8. La pauvreté continue cependant à diminuer, notamment grâce à ces transferts sociaux. Selon l'Instituto Jones dos Santos Neves (travaux disponibles sur : www.ijsn.es.gov.br), elle est tombée à 27,5 % de la population (59 millions de personnes) en 2023 contre 31 % en 2020. La pauvreté extrême est tombée à 4,4 % (9,5 millions) contre 6 % en 2020.

vraiment juste dans un pays où les plus modestes commencent à travailler beaucoup plus tôt que les diplômés), mais laisse perdurer des privilèges dont les parlementaires (mais aussi les militaires, les juges...) sont les premiers bénéficiaires⁹.

- Le système éducatif brésilien est dual. Quelques universités publiques sont durablement considérées comme les meilleures d'Amérique latine et sont bien financées et quasi gratuites. Mais l'enseignement secondaire public est sous-financé. Par conséquent, les enfants des classes aisées, formés dans des lycées privés payants, sont bien mieux préparés aux concours d'entrée des meilleures universités publiques que les lycéens venant du secteur public.
- Les *emendas parlamentares* sont intrinsèquement un système pervers d'allocation de ressources budgétaires rares. Elles sont devenues, comme le *mensalão* et les *orçamentos secretos*, un moyen d'« amadouer » les parlementaires. Aucune évaluation économique de leur impact n'est jamais faite, les parlementaires s'y opposant. Il n'est donc pas surprenant que le Brésil soit, pour l'indicateur « Control of Corruption » de la Banque mondiale, plus mal classé que la Colombie et l'Argentine.
- Au risque de heurter un dogme, l'élaboration de la politique monétaire devrait être redéfinie. La « lutte contre l'inflation » ou la « défense du real » ne suffisent pas à justifier un taux directeur réel de 10 % dans un pays où l'inflation est à 5 %. Cette redéfinition devra être prolongée par des incitations à une plus grande concurrence dans le secteur financier : il est illusoire d'espérer une relance significative de l'investissement avec la structure actuelle des taux d'intérêt (cf. note 6). Une telle réforme ne dépend pas seulement du gouvernement et du Congrès et devrait être négociée avec le secteur. Mais elle exigerait un consensus politique très fort, aujourd'hui inexistant. Elle n'aura donc pas lieu.

La plupart de ces réformes impactant personnellement les parlementaires ou affectant leurs mandants (ainsi, les églises évangéliques, exemptées d'impôts), il est très difficile à un gouvernement ne disposant pas de la majorité qualifiée au Congrès de les mener. Un gouvernement de droite ou dominé par le *centrão* se heurterait aux mêmes difficultés, comme il est apparu pendant le mandat de Jair Bolsonaro. Aucune Nuit du 4 août ne se profile au Brésil.

Le gouvernement Lula a cependant enregistré deux victoires significatives en matière de réforme fiscale. En novembre 2023, une première réforme a nettement simplifié la fiscalité indirecte, et en septembre 2025, une autre portant sur la fiscalité des personnes physiques a allégé celle des revenus modestes et alourdi celle des plus aisés (notamment en mettant fin à l'exonération des versements de dividendes, un des principaux moyens

9. « Les inégalités entre personnes âgées sont considérables. Elles prolongent et amplifient celles qui existaient durant la vie active (niveau de revenu, stabilité de l'emploi, droits sociaux, etc.) », par J.-Y. Carfantan, « L'enjeu des retraites : au Brésil aussi », IstoéBrésil, 2025, disponible sur : www.istoebresil.org.

pour ces derniers d'échapper à l'impôt). En revanche, le gouvernement a essuyé en octobre un échec dans une tentative d'augmenter la taxe sur les opérations financières, rejetée par la Chambre des députés.

La COP30 : un contexte plus difficile et des ambiguïtés brésiliennes

Le Brésil a décidé d'organiser la COP30 à Belém, la principale ville d'Amazonie. Le symbole est fort, même si le choix d'une ville excentrée et où de telles conférences sont rares pose un certain nombre de problèmes logistiques.

Dans un contexte international de moindre intérêt pour les questions environnementales, certains des objectifs brésiliens pour cette COP30, comme l'accélération des flux financiers vers l'action climatique ou le renforcement des ambitions affichées par les participants (exprimées par les « Contributions déterminées au niveau national », CDN) seront difficiles à concrétiser. Des avancées sont cependant attendues en matière de protection des forêts, notamment avec le lancement du fonds Tropical Forest Forever Facility (TFFF), un mécanisme de financement mixte (public et privé) visant à prévenir la déforestation et la dégradation des forêts humides.

La politique brésilienne n'est elle-même pas exempte d'ambiguïtés. Le pays est globalement un bon élève. Sa matrice énergétique est composée à 50 % d'énergies renouvelables, grâce à l'utilisation étendue de biocombustibles (33 % du total) et au poids historique de l'hydraulique et au développement rapide du solaire et de l'éolien dans la génération d'électricité. Ses émissions de gaz à effet de serre (GES) semblent stabilisées et sont par habitant (6,0 teqCO_2 en 2023) inférieures à la moyenne mondiale. La déforestation continue à baisser (-3,2 % en 2024), en particulier en Amazonie, mais elle augmente dans le *cerrado*, une zone riche en biodiversité située au sud-est de l'Amazonie.

Surtout, en matière d'environnement, rien dans la politique brésilienne n'est acquis

Le président Lula reste cependant aussi un « développementaliste », ce qui le conduit parfois à arbitrer en faveur de projets favorisant la croissance même si l'impact environnemental est adverse : ainsi son relatif laxisme sur la déforestation du *cerrado*, son feu vert à l'exploration pétrolière dans le delta de l'Amazone, ou la suspension en août 2025 d'un « moratoire » interdisant l'achat de soja cultivé dans les territoires amazoniens déforestés après 2008. Ces choix contribuent par ailleurs à la « reprimarisation » de l'économie brésilienne et à entretenir la forte dépendance au marché chinois, qui absorbe environ 30 % des exportations brésiliennes (96 % de ces exportations vers la Chine sont des produits primaires ou alimentaires peu transformés)¹⁰. Cette dépendance pourrait être accrue par les sanctions mises en place par

10. Les chiffres du 1^{er} semestre 2025 montrent cependant un léger recul (-7,5 % en glissement annuel) alors que les importations en provenance de Chine augmentent fortement (+21,4 %). L'excédent commercial bilatéral brésilien tombe donc de 22,6 à 12,3 milliards de dollars américains sur six mois.

l'administration Trump contre le Brésil – des sanctions engagées en réaction aux poursuites contre Jair Bolsonaro¹¹.

Surtout, en matière d'environnement, rien dans la politique brésilienne n'est acquis : un retour de la droite ou du *centrão* à la présidence en 2026 se traduirait certainement par un renforcement des lobbies agro-industriels, pétroliers et miniers, et par un moindre engagement dans la lutte contre le changement climatique¹².

Jean-Louis Martin est chercheur associé (sur l'Amérique latine) à l'Institut français des relations internationales. Diplômé de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE), il a travaillé pendant plusieurs années comme consultant en macroéconomie, finances publiques et statistiques économiques, et auprès de l'Agence française du développement (AFD). Il a ensuite rejoint le secteur bancaire, avec des responsabilités croissantes dans des équipes de recherche, mais aussi dans des fonctions commerciales dans la banque internationale. À partir de 2018, il a repris une activité de conseil en économie auprès de la Banque mondiale (macroéconomie, financement du développement), des Nations unies (financement de l'adaptation au changement climatique) et de l'AFD (évaluations).

Comment citer cette publication :

Jean-Louis Martin, « Le Brésil à un an des élections générales d'octobre 2026 », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 23 octobre 2025.

ISBN : 979-10-373-1117-7

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : le Congrès à Brasília © Cacio Murilo/Shutterstock.com

11. Ces sanctions pourraient cependant être atténuées après une rencontre entre Lula et Trump qu'ils ont convenu d'organiser lors d'un appel le 6 octobre, même si la date et le lieu restent à définir.

12. Voir par exemple C. Pompeia « As políticas ambientais em disputa » in F. Kerche et M. Marona (dir.), *Governo Lula 3 – Reconstrução democrática e impasses políticos*, Université de São Paulo, 2025.



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

